



Conseil économique et social

Distr. générale
1^{er} février 2007
Français
Original : anglais

Commission de la condition de la femme

Cinquante et unième session

26 février-9 mars 2007

Point 3 a) i) de l'ordre du jour provisoire*

**Suivi de la quatrième Conférence mondiale
sur les femmes et de la vingt-troisième session
extraordinaire de l'Assemblée générale, intitulée
« Les femmes en l'an 2000 : égalité entre les sexes,
développement et paix pour le XXI^e siècle » :
réalisation des objectifs stratégiques et mesures
à prendre dans les domaines critiques
et nouvelles mesures et initiatives : l'élimination
de toutes les formes de discrimination
et de violence à l'égard des petites filles**

Déclaration présentée par le Comité des ONG auprès de l'UNICEF et le Fonds chrétien pour les enfants, organisation non gouvernementale dotée du statut consultatif auprès du Conseil économique et social

Le Secrétaire général a reçu la déclaration suivante, dont le texte est distribué conformément aux paragraphes 36 et 37 de la résolution 1996/31 du Conseil économique et social, en date du 25 juillet 1996.

* E/CN.6/2007/1.



Déclaration

L'Organisation internationale du Travail (OIT) estime que le travail des enfants, sous une forme ou une autre, concerne quelque 218 millions d'enfants de 5 à 17 ans dans le monde, dont 126 millions qui effectuent des travaux dangereux ou illicites ou sont exploités.

Les risques ne sont pas toujours partagés de manière équitable – souvent ce sont les enfants les plus pauvres et les plus marginalisés, comme les filles, qui sont contraints de faire des travaux dangereux pour survivre.

Si les travaux dangereux et qui constituent une forme d'exploitation, effectués pour compléter le revenu familial, concernent les garçons aussi bien que les filles, ces dernières « doivent souvent sacrifier leur éducation pour payer les études de leurs frères grâce à leur travail ».

« Si on travaille, c'est pour que les garçons puissent aller à l'école. » – Adolescente vivant dans un village près de Kabala, en Sierra Leoneⁱ

La grande majorité des filles qui travaillent effectuent en secret des travaux sous-évalués et qui ne sont pas pris en compte. Le travail domestique effectué par les filles est le plus invisible de tous les secteurs dans lesquels elles travaillentⁱⁱ et, souvent, il n'est pas réglementé dans un grand nombre de paysⁱⁱⁱ. À l'abri des regards, les enfants qui travaillent comme domestiques sont particulièrement vulnérables à la traite, à l'exploitation et aux abus physiques et sexuels. Il est impossible de connaître le nombre exact d'enfants domestiques; toutefois, l'OIT estime que les filles de moins de 16 ans employées comme domestiques sont plus nombreuses que dans n'importe quelle autre catégorie de travail^{iv}.

Le caractère « invisible » de ce travail fait que cette situation largement répandue et pénible perdure. Ces filles ne sont pas libres de leurs mouvements, restent confinées essentiellement dans la maison, travaillent souvent deux fois plus longtemps que les garçons, et représentent la majorité des « très jeunes » travailleurs dans le monde. Un grand nombre de filles employées comme domestiques ne perçoivent aucune rémunération, mais seulement un maigre salaire. Même si les employeurs permettaient aux filles d'aller à l'école, les écoles devraient être structurées pour être adaptées à leurs horaires de travail.

Âgés de 5 ans seulement, des enfants domestiques travaillent souvent 12 à 18 heures par jour pour compléter le revenu de leur famille^v. De longues journées de labeur et les conditions de travail les privent de leur enfance et les excluent de la société, les empêchant d'être scolarisés et d'avoir accès aux services de santé. Ces situations ont un effet délétère sur leur croissance, leur développement et leur santé et les empêchent sérieusement de poursuivre des études.

Étant donné la pauvreté dont sont victimes des millions de familles dans le monde, les filles, en particulier, n'ont souvent d'autre choix que de partager les responsabilités familiales; et les enfants, bien conscients de la pauvreté dans laquelle ils vivent, disent parfois qu'ils sont satisfaits de leur travail, car il permet de contribuer à la survie de leur famille^{vi}. Les filles effectuent souvent des tâches utiles, comme l'éducation des enfants et l'entretien du foyer, ce qui libère les parents et leur permet d'effectuer un travail plus rémunérateur. D'autres filles, cependant, effectuent un trop grand nombre de travaux domestiques ou agricoles

non rémunérés, pour leur propre famille, ce qui peut les empêcher d'avoir accès à une éducation appropriée^{vii}

« Ma sœur s'est mariée et j'ai dû quitter l'école pour m'occuper de la maison à sa place. Mon père m'a dit : "Maintenant que ta sœur est mariée, comment veux-tu aller à l'école? Occupe-toi du bétail pendant la journée et tu pourras étudier à la maison le soir". » – Adolescente vivant à Oruro, en Bolivie^{viii}

Certaines filles aident leur famille en travaillant à domicile contre rémunération (broderie, vannerie ou polissage de pierres précieuses, etc.). Certaines peuvent aussi produire des marchandises qui seront vendues au marché, augmentant ainsi le revenu familial; toutefois, cela risque, par ricochet, de faire baisser les salaires versés, même aux adultes, pour un travail de ce type.

Les filles font aussi partie des nombreux enfants (environ 8 millions) dans le monde qui sont victimes des pires formes de travail des enfants^{ix}. Au sens de la Convention n° 182 de l'Organisation internationale du Travail, les pires formes de travail des enfants sont notamment les suivantes : la traite des enfants, la servitude pour dettes et le travail forcé, y compris le recrutement forcé des enfants en vue de leur utilisation dans les conflits armés^x, à des fins de prostitution ou de spectacles pornographiques; l'utilisation d'un enfant aux fins d'activités illicites; et tous travaux qui sont susceptibles de nuire à la santé, à la sécurité ou à la moralité de l'enfant^{xi}.

On estime à 1,2 million le nombre d'enfants de moins de 18 ans victimes de la traite à travers le monde. Les jeunes filles finissent, la plupart du temps, dans l'industrie du sexe ou comme domestiques asservies^{xii}. Les enfants – y compris les filles – qui sont engagés dans les forces et les groupes armés sont souvent forcés de travailler comme combattants, messagers, porteurs, cuisiniers ou esclaves sexuels.

Pour réduire l'incidence du travail des enfants dans le monde, en particulier celui des filles, il ne suffit pas simplement de veiller à ce que les enfants ne soient pas exploités ou qu'ils n'aient pas à accomplir de travaux dangereux. Pour mettre un terme au travail des enfants, il faut aussi miser sur le développement communautaire à long terme et renforcer les mécanismes de protection de l'enfance aux niveaux de la famille, de la communauté et de la société. Les parents doivent avoir accès à un travail décent ou à des sources de revenus alternatives pour ne plus dépendre du revenu de leurs enfants pour leur survie, et les enfants doivent pouvoir suivre une éducation de qualité.

« Trois études publiées en 2004 confirment le lien positif existant entre la possibilité pour les parents d'exercer un travail décent et l'éducation de leurs filles. [...] Il apparaît également que les activités rémunératrices exercées par les femmes et l'octroi de bourses ont un effet positif sur ce plan. On constate en outre que le niveau éducatif de la mère a un impact important sur le bien-être des enfants : plus ce niveau est élevé, moins les enfants courent le risque de travailler, plus les filles sont scolarisées – ce qui milite en faveur des efforts consentis pour leur éducation – et plus l'ensemble des enfants se portent bien^{xiii}. »

L'éducation est essentielle pour éradiquer la pauvreté et éliminer le travail des enfants, notamment celui des filles. Des progrès ont bien été réalisés au cours des 10 dernières années pour scolariser un plus grand nombre d'enfants, mais à un

rythme beaucoup trop lent. En outre, la médiocrité de l'enseignement due à des programmes dépassés et sans intérêt, le surpeuplement des classes, le manque de formation des enseignants et la discrimination sexuelle entraînent un taux élevé d'abandons et de redoublements – en particulier chez les filles^{xiv}.

« Il existe toute une série de mesures susceptibles de faciliter la scolarisation des filles, notamment la mise en place d'installations sanitaires séparées, l'élaboration de programmes scolaires spécifiquement adaptés à leurs besoins et le renforcement des effectifs du personnel enseignant féminin^{xv}. »

De plus, pour réduire le travail des enfants, en particulier celui des filles, il faut, lors de la formulation de politiques et l'adoption des plans d'action, accorder une attention particulière aux enfants les plus vulnérables, notamment au sort particulier des filles. « Pour mener à bonne fin le combat contre le travail des enfants, et notamment contre ses pires formes, il est capital de prendre convenablement en considération la situation de ces groupes^{xvi}. »

Pour réduire véritablement l'incidence du travail des filles, il faut recenser, examiner et faire connaître les mythes communs ou « excuses » qui empêchent la communauté internationale d'aller de l'avant pour assurer la justice et l'égalité pour les filles, en particulier en ce qui concerne l'exploitation économique.

Recommandations

- La communauté tout entière, les femmes, et notamment les filles devraient être consultées lors de l'élaboration de programmes et de stratégies visant à combattre le travail des filles.
- Il faut s'efforcer de faire des recherches et de traiter le sujet, de sensibiliser, et d'en finir avec l'invisibilité des travaux effectués par les filles en secret et les modes de pensée traditionnels qui le sous-évaluent et ne reconnaissent pas le danger auquel les filles qui travaillent sont exposées.
- Le volume et le type de toutes les formes de travail à domicile – rémunéré ou non – devraient être consignés et réglementés.
- Il faudrait promouvoir des politiques soucieuses de l'intérêt des filles qui les dissuadent de se laisser exploiter dans leur travail.
- Les gouvernements doivent offrir aux familles des solutions économiques de rechange viables (autres sources de revenus, formation professionnelle, etc.) qui permettront aux filles d'avoir droit à l'épanouissement et à l'éducation, et aux parents d'être moins dépendants du revenu de leurs filles pour leur survie.
- La législation nationale du travail doit être appliquée, en particulier l'adhésion à la Convention n° 182 de l'OIT sur les pires formes de travail des enfants et à la Convention n° 138 de l'OIT concernant l'âge minimum d'admission à l'emploi.
- Il faut renforcer, à de multiples niveaux, les mécanismes de suivi et de dénonciation et combattre non seulement les méthodes d'exploitation, mais aussi les formes d'abus et d'exploitation qui conduisent les enfants à effectuer des travaux dangereux.

- Toutes les filles devraient avoir accès à une éducation de qualité, notamment à des programmes de développement de la petite enfance, à l'école primaire, à l'école secondaire et à des programmes de formation professionnelle.
- Les écoles devraient être soucieuses de l'intérêt des filles pour faire en sorte qu'elles aient un cadre d'apprentissage sûr et productif. Il faudrait notamment créer des installations sanitaires et d'approvisionnement en eau séparées, élaborer des programmes axés sur les filles et renforcer les effectifs du personnel enseignant féminin.
- Les politiques nationales d'éducation et les systèmes éducatifs doivent être renforcés pour empêcher les filles d'effectuer des travaux dangereux ou d'être exploitées, et qui répondent mieux aux besoins de celles qui quittent ce type d'emploi^{xvii}.

Notes

- ⁱ Fonds chrétien pour les enfants : Children and Poverty, Voices of Children: Experiences and Perceptions from Belarus, Bolivia, India, Kenya and Sierra Leone, 2003. p. 34.
- ⁱⁱ Éducation de base et égalité des sexes : le travail et l'exploitation des enfants; http://www.unicef.org/girlseducation/index_focus_exploitation.html.
- ⁱⁱⁱ OIT-IPEC, La fin du travail des enfants : un objectif à notre portée, Genève : Bureau international du Travail, 2006.
- ^{iv} OIT-IPEC, Domaine : le travail des enfants domestiques.
- ^v Child Domestic Workers, Part II: Child Labour in the Domestic Sector; <http://www.ilo.org/public/english/dialogue/actrav/genact/child/download/part2.pdf>.
- ^{vi} Fonds chrétien pour les enfants, Children and Poverty, Voices of Children: Experiences and Perceptions from Belarus, Bolivia, India, Kenya and Sierra Leone, 2003. p. 24.
- ^{vii} OIT-IPEC, La fin du travail des enfants : un objectif à notre portée, Genève : Bureau international du Travail, 2006.
- ^{viii} Fonds chrétien pour les enfants, Understanding Children's Experience of Poverty: An Introduction to the DEV Framework, 2005, p. 17.
- ^{ix} OIT-IPEC, Every Child Counts: New Global Estimates on Child Labor, Genève : Bureau international du Travail, avril 2002.
- ^x International law increasingly holds that any child recruitment, forced or non-forced, is a heinous rights violation and a war crime.
- ^{xi} Convention n° 182 de l'OIT sur les pires formes de travail des enfants.
- ^{xii} OIT-IPEC, Every Child Counts: New Global Estimates on Child Labor, Genève : Bureau international du Travail, avril 2002.
- ^{xiii} OIT-IPEC, La fin du travail des enfants : un objectif à notre portée, Genève : Bureau international du Travail, 2006.
- ^{xiv} UNESCO, <http://portal.unesco.org/education/en>.
- ^{xv} OIT-IPEC, La fin du travail des enfants : un objectif à notre portée, Genève : Bureau international du Travail, 2006.
- ^{xvi} Ibid.
- ^{xvii} OIT-IPEC, Education in the Work of ILO-IPEC, septembre 2005 <http://www.ilo.org/public/english/standards/ipecc/themes/education/edu.htm>.